

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Préfecture
Direction de la Coordination des
Services de l'État
Pôle de Pilotage des Procédures
d'Utilité Publique

**Arrêté préfectoral 2014/DRIEE/UT 77/238
de mise en demeure à l'encontre de la Société SCADIF
pour le site rue de l'industrie sur la commune de SAVIGNY LE TEMPLE (77 546)**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la partie législative du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD 1IC 197 du 4 juin 2008 autorisant la société Scadif à exploiter un entrepôt sur la commune de SAVIGNY LE TEMPLE,

Vu l'arrêté préfectoral n°13/PCAD/84 du 27 août 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

Vu l'arrêté 2013 DRIEE IdF 85 du 10 octobre 2013 portant subdélégation de signature,

Vu le rapport du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France 20 octobre 2014 transmis à l'exploitant suite à l'inspection du site en date du 26 septembre 2014,

Vu le courrier du 20 octobre 2014 de transmission du rapport à l'exploitant lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations,

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 7 novembre 2014,

Considérant que l'exploitant stocke des produits soumis à déclaration relevant des rubriques 1172 et 1532 non prévus dans l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD 1IC 197 du 4 juin 2008,

Considérant que l'exploitant a modifié les conditions d'exploitation de son site sans en informer au préalable le Préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article R.512-33 du Code de l'environnement,

Considérant que l'exploitant n'a toujours pas mis en place le registre d'élimination des déchets,

Considérant que l'exploitant découvre les non-conformités inscrites sur les rapports de contrôles des équipements de protection incendie lors de l'inspection,

Considérant que l'exploitant n'a pris aucune mesure pour lever les non-conformités relevées dans les rapports de contrôles des équipements de protection incendie ,

Considérant que le dossier de porter à connaissance déposé le 14 septembre 2014 est incomplet,

Considérant que le nouveau bâtiment ne répond pas aux articles 3.1, 4.1, 4.2, 4.5.2, 5.1.1, 5.4 et 5.6 de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumis à

déclarations sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et qu'il est déjà en exploitation,

Considérant que l'exploitant n'est pas conforme à l'article 5 de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes,

Considérant que l'exploitant n'a toujours pas mis en place le registre d'élimination des déchets,

Considérant que l'exploitant découvre les non-conformités inscrits sur les rapports de contrôles des équipements de protection incendie lors de l'inspection,

Considérant que l'exploitant n'a pas pris les mesures pour lever les non conformités relevées dans les rapports de contrôles des équipements de protection incendie,

Considérant que ces non-conformités ont été relevées lors de la visite d'inspection du 26 septembre 2014,

Considérant dans ces conditions qu'il n'est pas établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement sont bien prises,

Sur proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie

ARRETE

ARTICLE 1

Pour l'exploitation de l'entrepôt de stockage de produits de grande consommation situé rue de l'industrie, zone industrielle, sur la commune de SAVIGNY LE TEMPLE, la société SCADIF, dont le siège social est situé à la même adresse, est mise en demeure par le présent arrêté, en application de l'article L 171-8 du Code de l'Environnement, de respecter **dans les délais imposés, à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions suivantes :

1 - Transmettre conformément à l'article R.512-33 du Code de l'environnement un porter à connaissance des modifications des conditions de stockage dans l'entrepôt principal (stockage de produits soumis à déclaration sous les rubriques 1172 et 1532) avec au minimum un état des stocks détaillé par rubrique, par catégorie de produit, par cellule, une vérification de la conformité, une étude des flux thermiques en cas d'incendie, une estimation des besoins en eau et des volumes de rétentions d'eaux incendie selon les instructions techniques D9 et D9A édités par le CNPP, la mise en place des moyens d'extinction adaptés aux produits stockés, etc ... , **sous trois mois**,

2- conformité à l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD 11C 197 du 4 juin 2008 :

2-1 – point 5.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD 11C 197 du 4 juin 2008 – Registre d'élimination des déchets , sous une semaine :

« L'exploitant établit et tient à jour un registre de l'expédition des déchets dangereux qu'il produit ou détient.

Ce registre contient a minima les informations suivantes :

- la désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement fixant la nomenclature des déchets ;*
- la date d'enlèvement ;*
- le tonnage des déchets ;*
- le bordereau de suivi de déchets émis ;*
- la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;*
- le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;*
- le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installation dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;*

- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé visé à l'article R.541-51 du Code de l'environnement ;
- la date d'admission des déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale; le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé visé à l'article R.541-56 du Code de l'environnement.
- Le registre visé au présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont conservés sur le site pendant une durée minimale de cinq ans. »

2-2 – point 7.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD 1IC 197 du 4 juin 2008 – Entretien des moyens d'intervention, sous trois mois :

« Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

2-3 – point 8.1.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD 1IC 197 du 4 juin 2008 – Gaz inflammables liquéfiés, sous un mois :

« Les gaz inflammables liquéfiés sont stockés dans un local dédié à ces produits, implanté dans la cellule 6, équipé d'un système d'extinction automatique, d'une détection gaz, et d'une cuvette de rétention. Il est constitué d'un mur coupe feu de degré 2 heures (REI 120) et de 3 autres cotés et un plancher haut, grillagés. La porte d'accès à ce local est grillagée et maintenue fermée. Les gaz inflammables liquéfiés et aérosols sont éloignés de tout système de chauffage et ne doivent pas être exposés au soleil de façon directe. »

3 - Conformité à l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumis à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous trois mois :

3-1- point 3.1 de de l'arrêté ministériel du du 27 mars 2014 :

« L'implantation des parois extérieures des cellules de l'entrepôt est telle que les effets létaux, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, restent contenus dans l'enceinte du site en cas d'incendie, en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport aux matières combustibles potentiellement stockées en utilisant la méthode de calcul FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90977-14553A).

De plus, la distance entre les parois extérieures des cellules de l'entrepôt et l'enceinte du site n'est pas inférieure à 1,5 fois la hauteur du bâtiment et est au minimum de 20 mètres. Cette distance peut être ramenée à la hauteur du bâtiment si les cellules de stockage sont équipées d'un système d'extinction automatique ou, pour les cellules sous froid négatif, d'un système de détection haute sensibilité, avec transmission de l'alarme à l'exploitant ou à une société de surveillance extérieure.

Cette conformité est justifiée par un document synthétique précisant clairement les conditions de validité.

Cette distance permet par ailleurs de respecter les prescriptions du point 3.2.

L'installation ne surmonte pas ou n'est pas surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers. »

3-2- point 4.1 de de l'arrêté ministériel du du 27 mars 2014 :

« Les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leur dispositif de recoupement et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur.

Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales précisées au niveau du présent point 4.1.

L'ensemble de la structure est R15. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 12,50 mètres de hauteur, la structure est R60, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie. Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers (hors mezzanines) sont EI 120 et les structures porteuses des planchers R120.

Les parois extérieures sont construites en matériaux B s3 d0.

Les parois séparatives entre deux cellules sont REI 120 ; ces parois sont prolongées latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 2 mètres ou sont prolongées perpendiculairement au mur extérieur de 1 mètre en saillie de la façade. Si les parois extérieures du bâtiment sont construites en matériaux A2 s1 d0, ces distances sont ramenées respectivement à 1 mètre et 0,5 mètre.

Les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives.

Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0.

Les murs séparatifs entre une cellule et un local technique (hors chaufferie) sont REI 120 jusqu'en sous-façade ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre la cellule et le local technique.

Les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quai destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous REI 120, sans que ces locaux soient contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.

Il est également possible que les bureaux soient situés à l'intérieur d'une cellule. Dans ce cas, en complément des dispositions de l'alinéa précédent, pour ces bureaux, à l'exception des bureaux dits de quai :

- le plafond est REI 120 ;
- le plancher est également REI 120 si les bureaux sont situés en étage.

Le degré de résistance au feu exigé pour les murs ou parois séparatifs est à conserver, notamment au niveau des ouvertures, en intégrant des dispositifs assurant un degré de résistance au feu au moins équivalent (par exemple des dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes ou des dispositifs de calfeutrement pour les passages de gaines et câbles électriques).

Le compartimentage de la ou des cellules sinistrées est assuré notamment par la fermeture automatique en cas d'incendie des portes coupe-feu et des éventuelles ouvertures non rebouchées effectuées dans les parois séparatives coupe-feu.

Le dispositif de fermeture est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C.

Les portes satisfont une classe de durabilité C2.

Le sol des aires et locaux de stockage est de classe A1fl.

Les éléments de support de couverture de toiture, hors isolant, sont réalisés en matériaux A2 s1 d0.

Les isolants de support de couverture de toiture sont réalisés en matériaux B s3 d0.

La couverture de toiture surmontant un comble satisfait la classe et l'indice BROOF (t3).

Dans le cas où la couverture de la cellule frigorifique assure la fonction de toiture, soit elle satisfait la classe et l'indice BROOF (t3), soit les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 2 mètres la couverture du bâtiment au droit du franchissement et la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 10 mètres de part et d'autre des parois séparatives.

Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0. »

3-3- point 4.2 de de l'arrêté ministériel du du 27 mars 2014 :

« La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les combles (lorsqu'ils existent), les locaux techniques et les bureaux à moins de 10 mètres des stockages.

Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment sinistré.

Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie en tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. »

3-4- point 4.5.2 de de l'arrêté ministériel du du 27 mars 2014 :

« Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).

Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.

Les DENFC sont implantés sur la toiture à au moins 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est supérieure ou égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage, ou depuis la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès de chacune des cellules de stockage et installées conformément à la norme NF S61-932, version décembre 2008. Elles ne sont pas placées à l'intérieur des zones à température négative.

Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;
- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(-15) ;
- classe d'exposition à la chaleur B 300.

En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés conformément aux dispositions de l'instruction technique 246 du ministre chargé de l'intérieur relative au désenfumage dans les établissements recevant du public. »

3-5- point 5.1.1 de de l'arrêté ministériel du du 27 mars 2014 :

« La taille des surfaces des cellules de stockage est limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en feu et d'éviter la propagation du feu d'une cellule à l'autre.

La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie et 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits stockés.

Dans le cas des cellules non équipées de système d'extinction automatique d'incendie, la largeur du bâtiment accueillant ces cellules est limitée à 75 mètres.

La surface maximale des cellules à température négative peut être portée à 4 500 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie, si ces cellules sont équipées d'un système de détection haute sensibilité, avec transmission de l'alarme à l'exploitant ou à une société de surveillance extérieure. Cette conformité est justifiée par un document synthétique précisant clairement les conditions de validité.

Dans le cas où, dans une cellule, un niveau comporte plusieurs mezzanines, l'exploitant démontre, par une étude, que ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie. »

3-6- point 5.4 de de l'arrêté ministériel du du 27 mars 2014 :

« Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage ;
- l'obligation d'établir un document ou dossier conforme aux dispositions prévues au point 5.3, pour les parties concernées de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention du site, des services d'incendie et de secours ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

3-7- point 5.6 de de l'arrêté ministériel du du 27 mars 2014 :

« L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, extincteurs, robinets d'incendie armés, bouches ou poteaux d'incendie, par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels font l'objet de rapports de contrôle et sont inscrites sur un registre. »

4 – Conformité à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes concernant la mise en conformité la cuve enterrée, sous un mois :

« Les réservoirs enterrés installés après la date de publication du présent arrêté doivent être :

- soit à double paroi en acier, conformes à la norme NFM 88513 ou à tout autre norme d'un Etat membre de l'Espace économique européen reconnue équivalente, munis d'un système de détection de fuite entre les deux protections qui déclenchera automatiquement une alarme optique et acoustique ;
- soit placés dans une fosse constituant une enceinte fermée et étanche, réalisée de manière à permettre la détection d'une éventuelle présence de liquide en point bas de la fosse ;
- soit conçus de façon à présenter des garanties équivalant aux dispositions précédentes en terme de double protection et de détection de fuite. »

ARTICLE 2

Faute d'obtempérer à la présente injonction dans les délais impartis, le responsable précité sera passible des sanctions tant pénales qu'administratives prévues par les textes relatifs aux installations classées.

ARTICLE 3

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4: DELAI ET VOIES DE RECOURS (combinaison des articles L.514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif uniquement (Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 – MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

(Loi n°76- 1285 du 31 décembre 1976, article 69 VI)

« Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 421-8 du Code de l'urbanisme. »

ARTICLE 5

- Le Secrétaire général de la Préfecture,
- Le Maire de SAVIGNY LE TEMPLE,
- Le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à Paris,
- Le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société Scadif, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 19 décembre 2014

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
Le Chef de l'unité territorial 77



DESTINATAIRES :

- La société SCADIF,
- Madame le Maire de Savigny le Temple,
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Énergie et de l'Environnement d'Île-de-France à Paris,
- Le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'Énergie et de l'Environnement d'Île-de-France à Savigny-le-Temple.

